



C'était en 2012, quelques semaines avant le premier tour de l'élection. La salle de la Cigale, à Paris, battait son plein de femmes et d'hommes de toutes générations venus évaluer les réponses des candidats au scrutin présidentiel. L'examen sur la question des droits des femmes est soumis par la quarantaine d'associations féministes. Comme tant d'autres organisatrices, Martine Story (1) connaissait le nom de son favori avant même l'audition. « *J'ai voté François Hollande pour ses engagements en faveur de la parité au sein du gouvernement et d'un ministère des Droits des femmes de plein exercice* », précise-t-elle aujourd'hui. Dès son installation à l'Élysée, le président de la République honore ses promesses. Et pour la première fois depuis 1980, les droits des femmes se retrouvent dignement traités dans un vrai ministère. À sa tête, Najat Vallaud-Belkacem, jeune femme opérant sous la responsabilité directe du premier ministre, tant la question concerne tous les domaines de la société. Également porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem a rendu d'autant plus visible son ministère.

Objets de hargne, les ABCD tordaient le cou aux préjugés

Mais le conte de fées bascule vite dans un mauvais rêve. En moins de deux ans, le naturel revient au galop. Le ministère est remplacé par un secrétariat d'État sous la tutelle du portefeuille des Affaires sociales et de la Santé. Le 11 février 2016, le deuxième gouvernement Valls supprime la structure spécifique et intègre les fonctions au sein du ministère de la Famille et de l'Enfance. Trop, c'est trop pour Martine Story et d'autres féministes qui ont voté ou pas pour François Hollande. Comment peut-il symboliquement renvoyer les femmes dans la sphère domestique ? Est-ce par acceptation d'un contexte où l'idéologie est en régression ? Le gouvernement a retiré, les uns après les autres, ses projets d'émancipation humaine et d'évolution des mentalités dès que des voix réactionnaires, conservatrices, intégristes se sont élevées pour les dénoncer. « *Le ministère de l'Éducation nationale s'est empressé de mettre les ABCD de l'égalité au fond d'un tiroir* », rappelle Martine Story. « *J'ai été étonnée qu'une initiative au contenu somme toute assez banal provoque, après des décennies de féminisme, tant de polémiques, de hargne, de manipulations auxquelles se mêlent des politiques et des intellectuels* », poursuit cette inspectrice générale de l'éducation nationale honoraire.

Ces ABCD étaient devenus, selon les mots de Benoît Hamon, alors ministre de l'Éducation nationale, un « *étendard* ». Ils étaient, pour Martine Story, le symbole « *d'une forme de*

GOVERNEMENT

Quatre ans de féminisme à reculons

Les droits des femmes sont passés, lors du remaniement, sous la coupe du ministère de la Famille. Un énième renoncement de l'exécutif.



LA REPRÉSENTATION DE LA FEMME EN 1967, SELON UNE RECLAME POUR LES CUISINIÈRES THERMOR. PHOTO COLLECTION KHARBINE TAPABOR

courage politique ». Comment François Hollande ose-t-il affirmer d'une façon éhontée, dans le magazine *Elle* en 2016, qu'il faut « *traiter la cause même des inégalités* », alors que les ABCD consistaient justement, dès l'école primaire, à tordre le cou aux préjugés et autres stéréotypes qui produisent de l'inégalité ?

Le manque de courage s'était déjà fait voir quelques mois auparavant, quand, après le défilé des Manif pour tous, Matignon avait reporté sine die l'examen de la loi sur la famille.

Le même sort a été réservé au projet sur la PMA. « *Cette soumission politique, notait l'Ufal, va installer la Manif pour tous, avec tout ce qui va en découler... le Tea Party, version française, c'est pour maintenant !* » C'était en février 2014. N'en étant pas à un renoncement près, un an plus tard, c'est François Rebsamen, alors ministre du Travail, qui supprime l'obligation faite aux entreprises d'établir un rapport de situation comparée entre les femmes et les hommes. La pétition contre cette abrogation,



lancée par Yvette Roudy, recueille 40 000 signatures. Mais le gouvernement n'y renonce pas. Et l'ex-ministre des Droits des femmes (1981-1986) adresse un courrier à François Rebsamen dans lequel elle ne mâche pas ses mots : « *Ces entreprises, que cela ennuie d'avoir à rédiger ce rapport, ont trouvé des alliés jusque dans les allées du pouvoir.* » À quelques mois de la présidentielle, le gouvernement a choisi de donner un signal fort à des Français supposés majoritairement acquis à la droite et à l'extrême droite. Des signes forts leur ont été envoyés durant le quinquennat. L'intitulé du ministre des Droits des femmes et de la Famille symbolise le renoncement aux idées progressistes. Or, souligne Martine Story, le « *Ce n'est pas en faisant des concessions sur la famille ou les ABCD de l'égalité que l'on gagne des voix. Les excités contre le mariage homosexuel continueront à s'exprimer pour la droite et de l'extrême* ». Elle appelle ses camarades à redevenir, comme dans les années 1970, un mouvement politique : « *Le catalogue de revendications réduit l'enjeu, qui ne concerne pas que les femmes, mais qui a à voir avec l'organisation de la cité, avec la démocratie et la République.* » ●

MINA KACI

(1) *Sortir du manichéisme*, de Martine Story, Éditions Michel de Maule, 17 euros.